

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/Q/CMR/1
IP/Q2/CMR/1
IP/Q3/CMR/1
IP/Q4/CMR/1
7 juin 2004

(04-2444)

Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce

Original: français

EXAMEN DE LA LÉGISLATION

CAMEROUN

Le présent document contient la déclaration liminaire faite par la délégation du Cameroun, ainsi que les questions qui lui ont été posées et les réponses données dans le cadre de l'examen de la législation qui a débuté à la réunion tenue par le Conseil du 2 au 5 avril 2001.¹

I. DÉCLARATION LIMINAIRE

Donnant un bref aperçu de la structure de sa législation dans les domaines couverts par l'Accord sur les ADPIC et les modifications qu'il a dû y apporter pour rendre sa législation compatible avec l'Accord:

Merci M. le Président de m'avoir donné cette occasion pour dresser un état des lieux en ce qui concerne la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC au Cameroun.

Au Cameroun, la ratification des Accords de Marrakech avait amené le gouvernement à entreprendre des réformes juridiques aux fins d'harmoniser la législation nationale avec les instruments de ces accords: sur un plan général, un comité de suivi des Accords de Marrakech avait été mis en place par un décret du Premier Ministre en sa qualité de chef du gouvernement. Ce comité fonctionne sous la tutelle du Ministre d'État chargé du développement industriel et commercial et se compose des autres départements ministériels qui sont impliqués de près ou de loin dans l'application sur le plan national des Accords de l'OMC. Aussi, pouvons nous citer:

- MINEFI
- MINAGRI
- MINEF
- MINREX
- MINPLAT
- MINCULTURE
- Chambre d'agriculture, du commerce et des industries

Ce Comité avait cependant connu quelques difficultés dans son fonctionnement et c'est la raison pour laquelle le gouvernement se propose actuellement de mettre en place un secrétariat permanent en tant qu'organe de soutien à la mise en œuvre des Accords de l'OMC.

¹ Le compte rendu de la réunion a été distribué dans le document IP/C/M/30.

Les mission qui sont dévolues à ce secretariat permanent sont les suivantes:

- la mise en place d'un système opérationnel de suivi permanent des accords instituant l'OMC;
- l'analyse et l'évaluation de l'impact des Accords de l'OMC sur les différents secteurs de l'économie nationale;
- l'identification des problèmes qui se posent au niveau de leur application sur le plan national et international;
- proposer au gouvernement des solutions appropriées en vue de définir et de consolider une position nationale concertée sur les différents accords présentant un intérêt pour le Cameroun;
- sensibiliser, former et informer les opérateurs économiques sur les Accords régissant l'OMC.

M. le Président, il va de soi que le fonctionnement d'une telle structure qui est appelée à examiner et à se prononcer sur des questions aussi techniques et complexes que les Accords de Marrakech ne peut se faire que dans le cadre d'un projet soutenu et financé par nos amis et partenaires de l'UE qui ont été sollicités par le gouvernement dans ce sens, tout en comptant évidemment sur les efforts de l'OMC en matière d'assistance technique.

Et s'agissant plus particulièrement de l'Accord sur les ADPIC qui fait l'objet de la présente réunion, le gouvernement camerounais a créé au sein du Ministère du développement industriel et commercial, une Commission *ad hoc* chargée du suivi et de la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC sur l'ensemble du territoire national.

Cette commission se compose des responsables du secteur public et du secteur privé qui constituent en outre des points de contact susceptibles de coopérer, le cas échéant, à l'élimination du commerce international des marchandises portant atteinte à des droits de propriété intellectuelle, conformément à l'article 69 de l'Accord sur les ADPIC.

Et s'agissant de la structure de la législation camerounaise dans les domaines couverts par l'Accord, le Cameroun applique l'Accord sur les ADPIC depuis le 1^{er} janvier 2000 et est membre des institutions suivantes liées aux questions de propriété intellectuelle:

- OMPI;
- Union de Paris pour la protection de la propriété industrielle;
- Union de Berne pour les œuvres littéraires et artistiques;
- Traité de coopération en matière de brevets;
- Membre de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI);

et sur cette dernière institution, le Cameroun est signataire de l'Accord de Bangui de 1977 qui est administré par l'OAPI.

Aussi les obligations internationales du Cameroun relatives aux droits de la propriété intellectuelle sont-elles régies par l'Accord de Bangui.

Cet accord a pour but de protéger ces droits et de promouvoir la contribution de la propriété intellectuelle au développement. Il institue un système unique de dépôt des demandes de brevet et

d'enregistrement des modèles d'utilité, des marques de produits ou de services et des autres titres de propriété intellectuelle reconnus par les autres états signataires.

L'Accord de Bangui a subi une révision en 1999 aux fins d'aligner ses dispositions sur celles de l'Accord de l'OMC sur les ADPIC. L'Accord de Bangui révisé et ratifié par le Cameroun le 28 juillet 2000 par le Décret n° 2000/216 étend la protection aux obtentions végétales et aux schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés et en prolonge la durée pour les différentes catégories tout en alourdissant les sanctions en cas d'atteinte aux droits de propriété (voir tableau III:5, page 54, Rapport du Secrétariat a/s examen de politique commerciale du Cameroun).

D'une manière générale, l'Accord de Bangui couvre toutes les questions visées par l'Accord de l'OMC sur les ADPIC et a fait l'objet de publication de certains textes d'application nationale qui ont déjà été notifiés au Conseil des ADPIC par les autorités camerounaises compétentes.

En ce qui concerne la propriété industrielle, l'Accord de Bangui révisé régit la durée et les modalités de protection dans les matières suivantes, entre autres:

- brevets d'invention;
- modèles d'utilité;
- marques de produits ou de services;
- dessins et modèles industriels;
- noms commerciaux;
- indications géographiques;

s'agissant du droit d'auteur et des droits voisins qui relèvent du Ministère de la culture au Cameroun. Ils sont protégés par la Loi n° 2000/011 du 19 décembre 2000. Le gouvernement a également prévu des dispositions qui sont de nature à faire respecter ces droits ainsi que l'atteste le titre IV de cette loi qui porte effectivement sur les infractions, les sanctions et les procédures. Par conséquent, les obligations prévues dans les articles 41 à 61 de l'Accord de l'OMC sur les ADPIC ont dû être prises en compte par la Loi du 19 décembre 2000.

Et pour aider les juridictions civiles dans leur mission de protection des droits d'auteur, la SOCINADA (Société civile nationale des droits d'auteur) enregistre les droits d'auteur pour tous les types de publication, les partitions musicales, les livres et périodiques, les œuvres picturales, les productions théâtrales, etc.

Enfin, M. le Président, je voudrais également vous faire part des questions qui préoccupent mon gouvernement au titre de l'Accord sur les ADPIC. La mise en œuvre d'une période de différer l'application de l'Accord, ce qui lui permettra de mettre en place les institutions.

À l'instar des autres pays africains, le Cameroun voudrait que des dispositions sur la protection de l'expression culturelle des peuples tel que le folklore soient prises en compte dans le texte de cet accord.

En ce qui concerne la protection des indications géographiques pour les vins et les spiritueux prévue par l'article 23:4, elle devrait être étendue aux produits agricoles, aux denrées alimentaires et aux produits d'artisanat.

Remarques générales

Propriété industrielle

En matière de propriété industrielle, l'Accord de Bangui révisé a pris en compte les mesures prescrites par les parties I, II et III de l'Accord sur les ADPIC. Cet Accord de Bangui tient lieu de loi nationale en la matière.

Toutefois, le Cameroun est en train de réfléchir à l'élaboration d'une législation nationale destinée à renforcer la protection des droits de propriété industrielle soulevés par l'Accord sur les ADPIC.

Propriété littéraire et artistique

En matière de propriété littéraire et artistique, la Loi n° 2000/011 du 19 décembre 2000 a pris en compte les mesures prescrites par les parties I, II et III de l'Accord sur les ADPIC.

II. RÉPONSES AUX QUESTIONS FORMULÉES PAR LE CANADA

1. Prière d'indiquer comment les obligations relatives aux moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle (articles 41 à 61 de l'Accord sur les ADPIC) ont été exécutées.

Propriété industrielle

Le Cameroun a ratifié l'Accord de Bangui révisé du 24 février 1999 qui prend en compte les obligations contenues dans les articles 41 à 61 de l'Accord sur les ADPIC. Des mesures de renforcement sont prises, notamment:

- création d'une commission nationale chargée de la mise en œuvre et du suivi de l'Accord sur les ADPIC;
- révision du code civil, du code pénal et du code des douanes est en cours.

Propriété littéraire et artistique

C'est dans le titre VI de la loi (consacré aux infractions, sanctions et procédures) que le législateur camerounais a mis en œuvre les obligations prévues aux articles 41 à 61 de l'Accord sur les ADPIC.

Cette mise en œuvre porte notamment sur :

- les injonctions judiciaires (article 89 de la loi; article 44 de l'Accord);
- les mesures provisoires (articles 85 à 88 de la loi; article 50 de l'Accord);
- les mesures à la frontière (articles 90 et 91 de la loi; articles 51 à 60 de l'Accord);
- les procédures pénales (articles 80 à 82 de la loi; article 61 de l'Accord); et
- dommages intérêts (article 83 de la loi; article 45 de l'Accord).

2. Quelle est la protection que votre législation sur le droit d'auteur confère aux "œuvres étrangères"?

Pour les "œuvres étrangères", la loi prévoit une protection étrangère aux conventions internationales sur le droit d'auteur et les droits voisins. Au Cameroun, sous condition de réciprocité, les étrangers jouissent des droits dont ils sont titulaires (article 93 de la loi). Les droits dont ils jouissent sont protégés conformément à la Loi de 2000 et non à une loi étrangère. C'est la loi camerounaise qui règle aussi les questions préalables comme celle de la détermination de la qualité du titulaire.

III. RÉPONSES AUX QUESTIONS FORMULÉES PAR LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES ET LEURS ÉTATS MEMBRES

A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Pourriez-vous préciser si votre législation prévoit les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et la nutrition et pour promouvoir l'intérêt public dans des secteurs d'une importance vitale pour votre développement socioéconomique et technologique, mentionnées à l'article 8 de l'Accord sur les ADPIC? Dans l'affirmative, veuillez expliquer de quelle manière ces mesures sont compatibles avec les dispositions dudit accord.

Oui, par les licences non volontaires, les licences d'office et la déchéance.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

2. Pourriez-vous indiquer comment votre législation assure la protection des droits d'auteur exclusifs pour ce qui est des œuvres littéraires et artistiques, ainsi qu'il est spécifié à l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC, article en vertu duquel les Membres sont tenus de se conformer aux articles 1^{er} à 21 de la Convention de Berne (1971) et à l'annexe de ladite convention?

La Loi n° 2000/011 du 19 décembre 2000 relative au droit d'auteur et aux droits voisins mentionne à l'article 3 une liste non exhaustive des œuvres littéraires et artistiques qui sont protégées en vertu de la Loi sur le droit d'auteur.

L'article 13 confère aux auteurs des droits moraux et patrimoniaux sur leurs œuvres littéraires et artistiques. L'article 15 stipule que les attributs d'ordre patrimonial du droit d'auteur comportent le droit exclusif pour l'auteur d'exploiter ou d'autoriser l'exploitation de son œuvre sous quelque forme que ce soit et d'en tirer un profit pécuniaire. Son alinéa 2) précise que le droit d'exploitation comprend le droit de représentation, le droit de reproduction, le droit de transformation, le droit de distribution et le droit de suite (voir les articles 16, 17, 18, 19 et 20).

3. Pourriez-vous décrire la protection accordée aux auteurs de programmes d'ordinateur, de bases de données ou de compilations de données?

L'article 3 1) a) protège les programmes d'ordinateur au même titre que les autres créations littéraires. Les bases de données ou les compilations de données sont protégées en vertu de l'article 4 2) b) en tant qu'œuvres composites. L'exception de copie privée ne s'applique pas à la reproduction de bases de données et de logiciels sauf dans les cas prévus à l'article 36.

4. Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit un droit de location et, dans l'affirmative, préciser les œuvres auxquelles il s'applique?

Les articles 15 et 19 prévoient un droit de location pour toute œuvre littéraire ou artistique.

5. Pourriez-vous décrire les droits dont les artistes interprètes ou exécutants, les producteurs de phonogrammes (enregistrements sonores) et les organismes de radiodiffusion bénéficient en vertu de votre législation?

Les droits des artistes interprètes, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion sont protégés en vertu des dispositions du titre III de la loi.

L'artiste interprète a le droit exclusif de faire ou d'autoriser les actes suivants:

- a) la communication au public de son interprétation, y compris la mise à disposition du public, par fil ou sans fil, de son interprétation fixée sur phonogramme ou vidéogramme, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement, sauf lorsque la communication au public:
 - est faite à partir d'une fixation ou d'une communication au public de l'interprétation;
 - est une réémission autorisée par l'organisme de radiodiffusion qui émet le premier l'interprétation;
- b) la fixation de son interprétation non fixée;
- c) la reproduction d'une fixation de son interprétation;
- d) la distribution d'une fixation de son interprétation, par la vente, l'échange, la location au public;
- e) l'utilisation séparée du son et de l'image de l'interprétation, lorsque celle-ci a été fixée à la fois pour le son et l'image.

L'artiste interprète a droit au respect de son nom, de sa qualité et de son interprétation. Ce droit attaché à sa personne est perpétuel, inaliénable et imprescriptible et est transmissible à cause de mort.

Le producteur du phonogramme jouit du droit exclusif d'accomplir ou d'autoriser toute reproduction, mise à la disposition du public par la vente, l'échange, le louage ou la communication au public du phonogramme, y compris la mise à disposition du public par fil et sans fil de son phonogramme, de manière que chacun puisse y avoir accès à l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.

La communication directe dans un lieu public, dès lors qu'il n'est pas utilisé dans un spectacle, la télédiffusion ou la distribution simultanée et intégrale par câble, d'un phonogramme publié à des fins commerciales ouvrent droit à rémunération au profit des artistes interprètes et des producteurs.

L'organisme de radiodiffusion jouit du droit exclusif d'accomplir ou d'autoriser la fixation, la reproduction de la fixation, la réémission des programmes et la communication au public de ses programmes, y compris la mise à disposition du public, par fil ou sans fil, de ses programmes de

manière que chacun puisse y avoir accès à l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement, ainsi que la mise à la disposition du public par vente, louage ou échange de ses programmes.

6. Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit des limitations ou exceptions pour chacun des droits spécifiés plus haut conformément aux dispositions pertinentes des Conventions de Berne et de Rome et compte tenu des articles 13 et 14:6 de l'Accord sur les ADPIC?

Des limitations et exceptions aux droits exclusifs octroyés aux auteurs et titulaires de droits voisins sont prévues par la loi. S'agissant des droits d'auteur, les exceptions concernent notamment les représentations privées effectuées dans le cercle de famille; les représentations effectuées gratuitement à des fins éducatives; la copie privée (sous certaines réserves); les analyses, revues de presse; les courtes citations; l'utilisation des œuvres littéraires ou artistiques à titre d'illustration de l'enseignement; la parodie, le pastiche et la caricature; les reproductions en braille destinées aux aveugles; la reproduction à des fins administratives ou judiciaires; la reproduction temporaire d'une œuvre; la libre utilisation à des fins d'information; la libre utilisation d'images d'œuvres situées en permanence dans des endroits publics; les enregistrements éphémères par des organismes de radiodiffusion.

L'article 67 stipule que les titulaires de droits voisins ne peuvent interdire les représentations effectuées dans le cercle familial; la copie privée; les analyses et courtes citations; les revues de presse; la libre utilisation à des fins d'information; la parodie, le pastiche et la caricature.

D'autre part, les artistes interprètes ne peuvent interdire ni la reproduction ni la communication publique de leurs prestations si elles sont accessoires à un événement constituant un sujet principal d'une séquence, d'une œuvre ou d'un document audiovisuel.

Il convient de signaler que l'article 69 institue au bénéfice des auteurs, des artistes interprètes des œuvres et interprétations fixées sur phonogrammes ou vidéogrammes, ainsi qu'à leurs producteurs, un droit à rémunération au titre de la reproduction destinée à un usage strictement personnel et privé. Une disposition similaire figure à l'article 72 pour les auteurs des œuvres imprimées et les éditeurs de ces œuvres.

7. Pourriez-vous préciser la durée de la protection offerte pour chacun des droits mentionnés plus haut et l'œuvre ou l'objet auquel elle s'applique?

La loi reconnaît à l'auteur un droit moral perpétuel, inaliénable et imprescriptible sur son œuvre.

La durée de protection des droits patrimoniaux couvre la vie de l'auteur et 50 ans après son décès. Pour les œuvres audiovisuelles, les œuvres d'arts appliqués et les œuvres collectives, la durée de protection est de 50 ans à compter de la fin de l'année civile qui suit la publication autorisée de l'œuvre, ou, à défaut de publication, à compter de la création.

En ce qui concerne les droits voisins, l'artiste interprète a droit au respect de son nom, de sa qualité et de son interprétation. Ce droit est perpétuel, inaliénable et imprescriptible.

La durée des droits patrimoniaux des droits des titulaires de droits voisins est prévue par l'article 68 qui stipule qu'elle est de 50 ans à compter:

- de la fin de l'année civile de fixation, pour les phonogrammes, vidéogrammes et les interprétations qui y sont fixées;

- de la fin de l'année civile d'exécution, pour les interprétations non fixées sur phonogrammes ou vidéogrammes;
- de la fin de l'année civile de télédiffusion, pour les programmes des organismes de radiodiffusion.

8. Pourriez-vous indiquer de quelle manière votre législation accorde la protection rétroactive prévue conformément à l'article 18 de la Convention de Berne (cette obligation découle de l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC) et à l'article 14:6 de l'Accord sur les ADPIC?

Aucune disposition expresse relative à la protection rétroactive ne figure dans la loi. Cependant, le Cameroun est membre de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle dont l'Accord de Bangui révisé contient une Annexe VII relative à la propriété littéraire et artistique. Cette annexe, entrée en vigueur le 28 février 2002, contient à l'article 66 une disposition relative à la protection rétroactive conforme aux dispositions de l'article 18 de la Convention de Berne et de l'article 14:6 de l'Accord sur les ADPIC.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

9. Pourriez-vous donner la définition d'un signe selon votre législation nationale et expliquer dans quelles conditions il peut faire l'objet d'une protection?

Voir article 2.1 de l'Annexe III de l'Accord de Bangui révisé p. 79-80.

10. Pourriez-vous spécifier si les services peuvent ou non faire l'objet d'une protection dans le cadre de votre législation sur les marques de fabrique ou de commerce? Pourriez-vous préciser si un signe tel que le nom commercial peut faire l'objet d'une protection et indiquer si des éléments tels que les sons, les parfums et les contenants peuvent aussi en bénéficier?

Voir articles 2 et 3 de l'Annexe III de l'Accord de Bangui révisé p. 79-80.

11. Pourriez-vous expliquer quelles sont les obligations d'usage prévues, le cas échéant, comme condition de l'enregistrement? À cet égard, pourriez-vous également préciser la définition de l'usage et les conditions de maintien de l'enregistrement?

Voir article 3, article 21.6, article 23.1, article 23.1 de l'Annexe III de l'Accord de Bangui révisé p. 86-88.

12. Pourriez-vous confirmer si, en vertu de votre législation, l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce peut ou non être indéfiniment renouvelé?

Voir article 19 de l'Annexe III de l'Accord de Bangui révisé p. 86.

13. Pourriez-vous décrire les obligations spéciales, s'il y a lieu, prévues par votre législation concernant l'usage d'une marque de fabrique ou de commerce?

Voir article 21.3 de l'Annexe III de l'Accord de Bangui révisé p. 87.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

14. Pourriez-vous expliquer si l'autorité responsable de l'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce peut refuser une demande d'enregistrement si la marque de fabrique ou de commerce contient une indication géographique?

Oui, elle peut refuser. Voir article 2 de l'Annexe VI de l'Accord de Bangui révisé p. 123.

15. Pourriez-vous préciser quelle est la définition d'une indication géographique dans votre législation?

Voir article 1 a) de l'Annexe VI de l'Accord de Bangui révisé p. 123.

16. Pourriez-vous décrire et expliquer les dispositions de votre législation établissant un lien, le cas échéant, entre les caractéristiques d'une indication et son origine géographique?

Voir article 1 a) de l'Annexe VI de l'Accord de Bangui révisé p. 123.

17. Pourriez-vous indiquer comment votre législation accorde une protection additionnelle aux vins et spiritueux? Veuillez citer, le cas échéant, d'autres types de produits visés par cette protection additionnelle.

Voir article 15.6 de l'Annexe VI de l'Accord de Bangui révisé p. 129.

Aucun autre produit ne bénéficie de cette protection additionnelle.

18. Pourriez-vous expliquer comment les exceptions visées à l'article 24 de l'Accord sur les ADPIC sont utilisées dans votre juridiction? Pourriez-vous fournir des exemples d'utilisation des exceptions par les tribunaux ou des listes de noms considérées comme génériques dans votre juridiction?

Voir article 15.6 de l'Annexe VI de l'Accord de Bangui révisé p. 129.

Non, car ce secteur est à promouvoir.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

19. Pourriez-vous indiquer si, en vertu de votre législation, la protection s'étend ou non aux dessins et modèles dictés essentiellement par des considérations techniques ou fonctionnelles? Veuillez expliquer comment les dessins et modèles de textiles sont protégés.

Non, la protection ne s'étend pas aux dessins et modèles dictés essentiellement par des considérations techniques ou fonctionnelles, voir article 1.2 de l'Annexe IV de l'Accord de Bangui révisé p. 100.

Voir article 1.3 de l'Annexe IV de l'Accord de Bangui révisé p. 100.

20. Pourriez-vous indiquer comment votre législation protège le titulaire d'un dessin ou modèle de l'importation d'articles portant ou comportant ce dessin ou modèle ou une copie de celui-ci?

Voir articles 25 à 28 de l'Annexe IV de l'Accord de Bangui révisé p. 109 à 110.

21. Pourriez-vous préciser si votre législation prévoit ou non le droit de délivrer une licence obligatoire pour les dessins et modèles industriels?

Notre législation ne prévoit pas le droit de délivrer une licence obligatoire dans le cadre des dessins et modèles industriels.

22. Pourriez-vous spécifier quelle est la durée de la protection offerte aux dessins et modèles industriels dans votre législation?

La durée de protection est de cinq ans renouvelable deux fois, voir articles 12.1 et 12.2 de l'Annexe IV de l'Accord de Bangui révisé p. 105.

F. BREVETS

23. Pourriez-vous expliquer comment votre législation définit les notions suivantes: nouveauté, inventivité et application industrielle?

Voir articles 3 à 5 de l'Annexe I de l'Accord de Bangui révisé p. 27 à 28.

24. Pourriez-vous indiquer si votre législation sur les brevets, ou toute autre législation prévoit la possibilité de jouir de droits de brevet sans aucune exclusion? S'il existe des exclusions, veuillez indiquer avec précision comment elles sont appliquées d'un point de vue juridique et pratique.

Non, car il existe des exceptions directes, voir article 8 de l'Annexe I de l'Accord de Bangui révisé p. 29, des exceptions indirectes, voir articles 46 à 57 de l'Annexe I de l'Accord de Bangui révisé p. 46 à 52.

25. Pourriez-vous indiquer si des inventions ne peuvent être brevetées pour des raisons d'ordre public ou de moralité? Dans l'affirmative, veuillez expliquer la partie pertinente de votre législation, ainsi que sa formulation. Précisez également si celle-ci a été appliquée dans la pratique.

Oui, voir article 6 a) de l'Annexe I de l'Accord de Bangui révisé p. 28.

Non, elle n'a pas encore été appliquée dans la pratique dans notre pays.

26. Pourriez-vous expliquer si les méthodes diagnostiques, thérapeutiques et chirurgicales sont exclues de la brevetabilité dans votre législation? Dans l'affirmative, veuillez expliquer la partie pertinente de votre législation, ainsi que sa formulation.

Oui, voir article 6 e) de l'Annexe I de l'Accord de Bangui révisé p. 28.

27. Pourriez-vous expliquer si les végétaux et les animaux et les procédés essentiellement biologiques sont exclus de la brevetabilité? Dans l'affirmative, veuillez expliquer la partie pertinente de votre législation, ainsi que sa formulation.

Oui, voir article 6 c) de l'Annexe I de l'Accord de Bangui révisé p. 28.

28. Pourriez-vous décrire comment les micro-organismes, les procédés non essentiellement biologiques, les procédés microbiologiques et les variétés végétales sont protégés dans votre législation? Veuillez expliquer à cet égard les parties pertinentes de votre législation.

Voir article 14.2 de l'Annexe I de l'Accord de Bangui révisé p. 32.

29. Pourriez-vous expliquer comment votre législation protège le titulaire d'un droit de brevet de l'importation et de l'offre à la vente d'une invention brevetée?

Notre législation autorise les importations parallèles seulement dans le cadre de la région OAPI, voir article 8.1 a) de l'Annexe I de l'Accord de Bangui révisé p. 29.

30. Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit une protection par brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture? Dans l'affirmative, pourriez-vous spécifier à quel texte légal il convient de se reporter?

Oui, voir article 2 de l'Annexe I de l'Accord de Bangui révisé p.27.

31. Pourriez-vous préciser si la protection d'un procédé par brevet, prévue par votre législation, vise le produit obtenu directement par ce procédé?

Oui, voir article 7 b) ii) de l'Annexe I de l'Accord de Bangui révisé p. 29.

32. Pourriez-vous expliquer si votre législation prévoit le cas échéant des conditions additionnelles, autres que la divulgation suffisamment claire de l'invention stipulée à l'article 29 de l'Accord sur les ADPIC (par exemple, la production d'une justification aux fins de l'accès à des matériels génétiques ou le consentement éclairé préalable à l'utilisation)? S'il est prévu des conditions additionnelles de ce type, veuillez préciser la législation pertinente et décrire ces conditions en détail.

Oui, voir article 14.2 de l'Annexe I de l'Accord de Bangui révisé p. 32.

33. Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit des exceptions limitées aux droits exclusifs conférés par un brevet? Dans l'affirmative, veuillez indiquer la législation pertinente.

Oui, voir article 8 de l'Annexe I de l'Accord de Bangui révisé p. 29.

34. Pourriez-vous expliquer si votre législation prévoit ou non un régime de licences obligatoire? Dans l'affirmative, veuillez préciser les conditions dans lesquelles une licence obligatoire peut être accordée; indiquez en particulier comment, aux fins de l'autorisation de l'utilisation, sont examinées les circonstances qui lui sont propres.

Oui, voir articles 46 à 55 de l'Annexe I de l'Accord de Bangui révisé p. 46 à 51.

35. Pourriez-vous expliquer comment votre législation garantit explicitement qu'un candidat utilisateur s'est efforcé d'obtenir l'autorisation du détenteur du droit, suivant des conditions et modalités commerciales raisonnables et que ses efforts n'ont pas abouti dans un délai raisonnable? Dans ce contexte, comment définissez-vous l'expression "délai raisonnable"? Pourriez-vous par ailleurs expliquer comment votre législation garantit que l'utilisation d'une licence obligatoire est autorisée principalement pour l'approvisionnement du marché intérieur du Membre qui a autorisé cette utilisation?

Voir article 48.3 a) de l'Annexe I de l'Accord de Bangui révisé p. 47.

La définition du délai raisonnable est pour l'instant laissée à l'appréciation du juge.

36. Pourriez-vous préciser si votre législation accorde une protection additionnelle aux innovations après l'expiration de la période de 20 ans pendant laquelle la protection par brevet est conférée?

Non, voir article 27 de l'Annexe I de l'Accord de Bangui révisé p. 38.

37. Pourriez-vous expliquer comment votre législation assure la protection renforcée pour les brevets ou les demandes de brevet qui étaient en suspens au 1^{er} janvier 1995?

En 1995 les brevets étaient régis par l'Accord de Bangui de 1977, et l'Accord sur les ADPIC est applicable au Cameroun à partir du 1^{er} janvier 2000. L'Accord de Bangui a été révisé pour se rendre conforme aux ADPIC, et a pris en compte cette protection renforcée dans son article 68 de l'Annexe I sur les brevets p. 57.

38. Pourriez-vous expliquer comment votre législation garantit le renversement de la charge de la preuve pour les brevets de procédé?

Voir article 66 de l'Annexe I de l'Accord de Bangui révisé p. 54.

G. SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

39. Pourriez-vous expliquer comment votre législation protège les topographies?

Voir articles 2 et 3 de l'Annexe IX de l'Accord de Bangui révisé p. 181.

40. Pourriez-vous indiquer de quelle manière votre législation nationale protège le détenteur d'un droit de l'importation, la vente ou la distribution illégale, à des fins commerciales, de topographies, notamment les circuits intégrés ou autres articles dans lesquels une topographie est incorporée, conformément à l'article 36 de l'Accord sur les ADPIC?

Voir article 5 de l'Annexe IX de l'Accord de Bangui révisé p. 182.

41. Pourriez-vous expliquer comment votre législation institue la dérogation aux dispositions de l'article 36 spécifiée à l'article 37 de l'Accord sur les ADPIC dans le cas où une personne ne savait pas ou n'avait pas de raison valable de savoir, lorsqu'elle a acquis un circuit intégré ou un article l'incorporant, qu'il contenait une topographie illicite?

Voir article 6 d) de l'Annexe IX de l'Accord de Bangui révisé p. 182 et 183.

42. Pourriez-vous indiquer la durée de la protection conférée aux topographies par votre législation?

Voir article 7 de l'Annexe IX de l'Accord de Bangui révisé p. 183 et 184.

H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

43. Pourriez-vous expliquer si votre législation prévoit ou non une durée de protection définie pour les renseignements non divulgués? Dans l'affirmative, précisez cette durée.

Les renseignements non divulgués sont protégés pour une durée illimitée.

44. Pourriez-vous expliquer comment votre législation définit l'expression "renseignements non divulgués"?

Voir article 6.3 de l'Annexe VIII de l'Accord de Bangui révisé p. 178.

45. Pourriez-vous indiquer comment votre législation définit les données communiquées aux pouvoirs publics ou à leurs organismes?

Voir article 6.4 de l'Annexe VIII de l'Accord de Bangui révisé p. 178.

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS

46. Pourriez-vous décrire comment votre législation permet une action efficace contre les atteintes aux droits de propriété intellectuelle?

47. Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit ou non un mécanisme pour faire appel de décisions administratives finales devant les organes judiciaires?

48. Pourriez-vous décrire les modalités selon lesquelles votre législation autorise les juges à ordonner la production des éléments de preuve par la partie adverse? Veuillez fournir des renseignements précis sur les mesures qui sont prises pour assurer la protection des renseignements confidentiels.

49. Pourriez-vous citer les dispositions de votre législation qui autorisent les juges à ordonner à un défendeur de cesser de porter atteinte à un droit?

50. Pourriez-vous indiquer quelles dispositions de votre législation autorisent les juges à ordonner le versement au détenteur du droit de dommages-intérêts adéquats en réparation du dommage qu'il a subi?

51. Pourriez-vous indiquer quelles dispositions de votre législation autorisent les juges à ordonner le paiement des frais du détenteur du droit par le contrevenant?

52. Pourriez-vous indiquer si et, dans l'affirmative, les modalités selon lesquelles les juges sont habilités à ordonner que les marchandises qui portent atteinte à un droit soient écartées des circuits commerciaux ou détruites?

53. Pourriez-vous indiquer quelles dispositions de votre législation autorisent les juges à faire indemniser un défendeur en cas d'usage abusif des procédures destinées à faire respecter les droits par le requérant?

54. Pourriez-vous indiquer comment votre législation assure la mise en œuvre de l'article 50 de l'Accord sur les ADPIC?

55. Pourriez-vous indiquer quelles sont les autorités compétentes relevant de votre juridiction auxquelles les détenteurs de droits doivent adresser leur demande visant à faire suspendre la mise en circulation de marchandises de contrefaçon par les autorités douanières?

56. Pourriez-vous indiquer s'il existe ou non des procédures pour suspendre l'exportation de marchandises de contrefaçon?

57. Pourriez-vous indiquer quelles dispositions de votre législation autorisent les autorités compétentes à ordonner la destruction ou la mise hors circuit de marchandises portant atteinte à un droit?

58. Pourriez-vous indiquer si votre législation prévoit ou non une exception pour les importations *de minimis*?

59. Pourriez-vous indiquer comment votre législation assure la mise en œuvre de l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC?

Les réponses concernant ces questions (questions 46 à 59), liées à l'action efficace contre les atteintes aux droits de propriété intellectuelle sont contenues de manière spécifique dans chaque annexe de l'Accord de Bangui révisé. Par conséquent les sanctions civiles et pénales relatives à l'atteinte aux droits de propriété intellectuelle varient d'une catégorie de droit à une autre.

IV. RÉPONSES AUX QUESTIONS FORMULÉES PAR LES ÉTATS-UNIS

A. GÉNÉRALITÉS

1. Veuillez indiquer, pour chaque forme de propriété intellectuelle visée par l'Accord sur les ADPIC, y compris la protection des variétés végétales, la manière dont le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée sont accordés aux ressortissants des autres Membres de l'OMC.

L'Accord de Bangui révisé ne prévoit aucune discrimination en ce qui concerne le principe du traitement national et de la nation la plus favorisée.

B. DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

2. Veuillez indiquer si et en quoi la législation camerounaise sur le droit d'auteur est conforme à l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC, qui prévoit que les Membres se conformeront aux articles 1 à 21 de la Convention de Berne (1971), excepté à l'article 6*bis*, les Membres n'ayant pas de droits ni d'obligations en ce qui concerne ce dernier article au titre de l'Accord sur les ADPIC.

La loi du 19 décembre 2000 s'est conformée aux dispositions de l'article 9 de l'Accord sur les ADPIC. La loi protège toutes les œuvres du domaine littéraire ou artistique telles que les livres, conférences, compositions musicales, œuvres audiovisuelles (article 3). Ces œuvres sont sous forme première ou dérivée comme les traductions, adaptations, arrangements, recueils d'œuvres (article 4).

Elle ne protège ni les idées ni les textes officiels (article 3, alinéa 4)).

L'œuvre est protégée du seul fait de la création (article 13): la fixation sur un support matériel n'est pas une condition de protection.

La loi attribue des droits patrimoniaux (article 15):

- droit de reproduction;
- droit de représentation;
- droit de distribution (droit de vente, de location ...);
- droit de transformation (droit d'adaptation, droit d'arrangement, droit de traduction);
- droit de suite.

Elle attribue aussi le droit moral: droit de divulgation, droit à la paternité, droit de repentir et de retrait, droit à l'intégrité (article 14).

Elle édicte de nombreuses exceptions aux droits patrimoniaux qui ne portent atteinte à l'exploitation normale de l'œuvre ni ne causent un préjudice injustifié aux intérêts de l'auteur (article 29).

3. Veuillez indiquer comment la législation camerounaise sur le droit d'auteur protège les programmes d'ordinateur en tant qu'œuvres littéraires et les compilations de données, comme l'exige l'article 10 de l'Accord sur les ADPIC.

Aux termes de l'article 3, sont protégées "les œuvres littéraires, y compris les programmes d'ordinateur". La loi protège, comme œuvres dérivées, "les recueils d'œuvres, y compris ceux d'expressions du folklore ou de simples faits ou données, tels que les encyclopédies, les anthologies, les compilations de données, qu'elles soient reproduites sur support exploitable par machine ou sur toute autre forme qui, par le choix ou la disposition des matières constituent des œuvres originales" (article 4, alinéa 2).

4. L'article 11 de l'Accord sur les ADPIC prévoit la possibilité d'obtenir des droits de location pour les programmes d'ordinateur et les œuvres cinématographiques. Veuillez citer la disposition correspondante de la législation camerounaise sur le droit d'auteur.

La loi intègre le droit de location dans le "droit de distribution", sans limitation aucune aux programmes d'ordinateur ni aux œuvres cinématographiques (articles 15 et 19).

5. Veuillez indiquer la durée et les modalités de la protection prévues par la législation sur le droit d'auteur pour une œuvre autre qu'une œuvre photographique ou une œuvre des arts appliqués et citer la disposition correspondante.

Les droits patrimoniaux durent toute la vie de l'auteur et 50 ans après sa mort ou celle du dernier survivant des collaborateurs (article 37). Les droits sur les œuvres photographiques ne connaissent point de durée particulière.

6. Veuillez décrire la protection prévue par la législation sur le droit d'auteur pour les artistes interprètes ou exécutants et en indiquer la durée.

L'artiste interprète jouit du "droit exclusif d'accomplir ou d'autoriser la communication au public de son interprétation ("y compris de manière que chacun puisse avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement"), sa reproduction, sa distribution par vente, échange, location au public (article 57). Il jouit en outre du droit au respect de son nom, de sa qualité, et de son interprétation. Les droits patrimoniaux durent 50 ans à compter:

- de la fin de l'année civile de la fixation de l'interprétation;
- de la fin de l'année civile de l'exécution de l'interprétation non fixée.

7. L'article 14:2 de l'Accord sur les ADPIC précise que les producteurs de phonogrammes jouissent du droit d'autoriser ou d'interdire la reproduction directe ou indirecte de leurs phonogrammes. L'article 14:2 exige donc que les Membres accordent aux producteurs de phonogrammes le droit d'autoriser ou d'interdire la location commerciale au public d'originaux ou de copies de leurs phonogrammes. Veuillez décrire de quelle façon la législation du Cameroun en matière de droit d'auteur met en œuvre l'article 14:2 et indiquer la durée de la protection.

En vertu de l'article 59, les producteurs de phonogrammes jouissent, entre autres droits, du droit exclusif d'accomplir ou d'autoriser toute reproduction du phonogramme ainsi que sa mise à la disposition du public par la location.

La durée des droits patrimoniaux est de 50 ans à compter de la fin de l'année civile de fixation pour les phonogrammes et les interprétations qui y sont fixées.

C. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

8. Veuillez décrire l'objet dont peut être constituée une marque de fabrique ou de commerce conformément à la législation camerounaise sur les marques.

Voir articles 2 et 3 de l'Annexe III de l'Accord de Bangui révisé du 24 février 1999.

9. Veuillez indiquer la procédure à suivre pour enregistrer une marque de fabrique ou de commerce au Cameroun, en citant les dispositions pertinentes de la loi, et mentionner les droits que le titulaire d'une marque enregistrée peut exercer.

Voir articles 8 à 19 de l'Annexe III de l'Accord de Bangui révisé du 24 février 1999. En ce qui concerne les droits conférés par l'enregistrement d'une marque, voir l'article 7 de la même annexe.

10. Veuillez indiquer la durée et les modalités de la protection prévues par la législation camerounaise sur les marques pour une marque de fabrique ou de commerce.

Pour ce qui concerne la durée et l'étendue de la protection, voir articles 13 et 19 de l'Annexe III de l'Accord de Bangui révisé du 24 février 1999. La protection s'étend sur l'ensemble des 16 États membres de l'OAPI.

D. INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

11. Veuillez indiquer en détail les modalités selon lesquelles la législation camerounaise reconnaît et protège les indications géographiques, comme l'exige l'article 22:2 de l'Accord sur les ADPIC, en citant les dispositions pertinentes de la loi ou réglementation concernée et donner des exemples d'indications géographiques ainsi protégées.

S'agissant des indications géographiques, leur protection est prévue par les articles 2 à 5 de l'Annexe VI de l'Accord de Bangui révisé du 24 février 1999 conformément aux prescriptions de l'Accord sur les ADPIC.

12. Veuillez décrire en détail comment est assuré le niveau de protection plus élevé demandé pour les vins et les spiritueux à l'article 23:2 de l'Accord sur les ADPIC en citant les dispositions pertinentes de la loi ou réglementation concernée et donner des exemples d'indications géographiques pour ces produits.

L'Accord de Bangui ne prévoit pas une protection particulière des indications géographiques relatives aux vins et spiritueux. Dans le cadre d'une législation nationale destinée à renforcer la protection des droits de propriété intellectuelle, cette question sera examinée.

E. DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS

13. Veuillez indiquer la procédure à suivre pour obtenir la protection des dessins et modèles industriels en citant les dispositions de la législation camerounaise et préciser la nature de la protection accordée.

La procédure à suivre pour obtenir la protection d'un dessin et modèle industriel est indiquée dans les articles 2 à 19 de l'Annexe IV de l'Accord de Bangui révisé.

14. Veuillez indiquer la procédure à suivre pour obtenir la protection des dessins et modèles de textiles et citer les dispositions pertinentes de la loi ou réglementation concernée.

L'Accord de Bangui ne prévoit pas une protection particulière des dessins et modèles relatifs aux textiles. Cette question sera examinée dans le cadre d'une législation nationale.

F. BREVETS

15. Veuillez décrire en détail la manière dont la législation camerounaise sur les brevets assure la mise en œuvre de l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC en indiquant, le cas échéant, les exceptions prévues et en fournissant des précisions sur la protection des micro-organismes, des procédés non biologiques et microbiologiques et des variétés végétales. Veuillez citer les dispositions correspondantes.

Les indications y relatives sont contenues dans les articles 2 et 6 de l'Annexe I de l'Accord de Bangui révisé.

16. Veuillez indiquer en détail les droits conférés au titulaire d'un brevet par la législation camerounaise sur les brevets et citer les dispositions correspondantes.

Les droits conférés par les brevets dans l'Accord de Bangui révisé sont énumérés par les articles 7 à 13 de l'Annexe I dudit accord.

17. Veuillez décrire en détail toutes dispositions de la législation camerounaise permettant une utilisation non autorisée d'un brevet en citant les dispositions correspondantes et indiquer de manière précise les conditions dans lesquelles une telle utilisation peut être autorisée.

Les articles 46 à 56 de l'Annexe I de l'Accord de Bangui révisé décrivent les conditions d'octroi des licences non volontaires et des licences d'office.

18. Quelle est la durée de la protection prévue pour les brevets par la législation camerounaise sur les brevets? Veuillez décrire toutes dispositions prévoyant une prolongation de la durée de la protection et citer les dispositions pertinentes.

Les articles 9 et 40 de l'Annexe I de l'Accord de Bangui révisé donnent des indications en ce qui concerne la durée de protection et les conditions de maintien en vigueur de ladite protection. Aucune prolongation de la durée de validité du brevet n'est prévue dans l'Accord de Bangui.

G. SCHÉMAS DE CONFIGURATION (TOPOGRAPHIES) DE CIRCUITS INTÉGRÉS

19. Veuillez décrire en détail la protection prévue par la législation camerounaise pour les schémas de configuration de circuits intégrés, en indiquant la durée de la protection, et citer les dispositions correspondantes.

L'Accord de Bangui révisé prévoit la protection des circuits intégrés dans les articles 2 à 14 de son Annexe IX.

H. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

20. Veuillez indiquer en détail les modalités selon lesquelles la législation camerounaise protège les renseignements non divulgués, comme l'exige l'article 39:2 de l'Accord sur les ADPIC, et citer les dispositions correspondantes.

L'article 6 de l'Annexe VIII de l'Accord de Bangui révisé prévoit la protection de l'information confidentielle. Cet article prévoit aussi des exceptions à la protection de l'information confidentielle.

21. Veuillez indiquer en détail comment la législation protège les données résultant d'essais concernant des produits pharmaceutiques ou des produits chimiques pour l'agriculture, qui sont communiquées aux pouvoirs publics pour obtenir l'approbation de la commercialisation de ces produits au Cameroun et citer les dispositions correspondantes.

Voir la réponse à la question n° 20.

22. Les autres personnes qui sollicitent l'approbation de la commercialisation de leur propre version d'un produit pharmaceutique ou d'un produit chimique pour l'agriculture dont la commercialisation a déjà été approuvée peuvent-elles se fonder sur les données communiquées antérieurement par un autre déposant? Dans l'affirmative, quelle est la durée de la période d'exclusivité dont bénéficie le premier déposant avant qu'il soit possible d'utiliser ses données?

L'article 6 (alinéas 3) et 4)) de l'Accord de Bangui révisé prend en compte cette préoccupation.

I. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS - OBLIGATIONS GÉNÉRALES, PROCÉDURES ET MESURES CORRECTIVES CIVILES ET ADMINISTRATIVES ET MESURES PROVISOIRES

23. Veuillez décrire en détail comment la législation camerounaise permet une action efficace contre toute atteinte aux droits de propriété intellectuelle, comme l'exige l'article 41:1 de l'Accord sur les ADPIC.

Dans toutes les annexes de l'Accord de Bangui révisé, il est prévu des mesures administratives, civiles et pénales qui répondent aux dispositions de l'article 41:1 de l'Accord sur les ADPIC. Par ailleurs, ces dispositions seront renforcées par le code pénal, le code civil et le code de douane en révision.

24. Conformément à l'article 43:1 de l'Accord sur les ADPIC, les juges seront autorisés à ordonner la production des éléments de preuve nécessaires pour étayer les allégations d'une partie lorsque celle-ci n'aura pas été en mesure d'obtenir ces éléments de la partie adverse. Veuillez indiquer les modalités selon lesquelles la législation ou réglementation camerounaise accorde cette autorisation en citant les dispositions correspondantes.

L'article 66 de l'Annexe I de l'Accord de Bangui révisé résout les problèmes soulevés par les dispositions contenues dans l'article 43:1 de l'Accord sur les ADPIC.

25. Veuillez indiquer en détail l'ensemble des mesures correctives civiles auxquelles peuvent avoir recours les détenteurs de droits conformément à la législation camerounaise en citant les dispositions pertinentes de la loi ou réglementation concernée.

Dans toutes les annexes de l'Accord de Bangui révisé, il est prévu des mesures civiles qui répondent aux dispositions de l'article 41:1 de l'Accord sur les ADPIC pour ce qui est des dommages-intérêts. Par ailleurs, ces dispositions seront renforcées par le code civil en révision.

26. Veuillez décrire en détail les procédures et mesures correctives provisoires auxquelles peuvent avoir recours les détenteurs de droits conformément à la législation camerounaise, en citant les dispositions pertinentes de la loi et de la réglementation concernées, et indiquer toute condition en vertu de laquelle un détenteur de droit peut se prévaloir de ces procédures et mesures correctives.

Dans toutes les annexes de l'Accord de Bangui révisé, il est prévu des mesures administratives, civiles et pénales qui répondent aux dispositions de l'article 41:1 de l'Accord sur les ADPIC. Par ailleurs, ces dispositions seront renforcées par le code pénal, le code civil et le code de douane en révision. C'est le titulaire du droit ou ses ayants droit qui peuvent entreprendre les procédures devant les tribunaux.

J. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS – PRESCRIPTIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES MESURES À LA FRONTIÈRE

27. Veuillez décrire en détail les procédures prévues par la législation camerounaise pour assurer une protection des droits à la frontière au moins en ce qui concerne les actes de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur en indiquant l'autorité compétente et en citant les dispositions pertinentes de la loi ou réglementation concernée.

L'article 48 de l'Annexe III de l'Accord de Bangui révisé résout les problèmes soulevés par cette question.

28. Veuillez indiquer si les détenteurs d'autres formes de droits de propriété intellectuelle bénéficient d'une protection à la frontière et, dans l'affirmative, veuillez décrire les procédures et les mesures correctives prévues pour chaque forme de propriété intellectuelle en citant les dispositions pertinentes de la loi.

L'Accord de Bangui révisé dans certaines de ses annexes prévoit des mesures de protection à la frontière de toutes les autres formes des droits de propriété industrielle. Voir Annexe I, article 64; Annexe II, article 47; Annexe III, article 48; Annexe IV, article 31; Annexe VII, articles 61 et 62; Annexe IX, articles 5 et 34; Annexe X, article 44.

29. L'article 58 de l'Accord sur les ADPIC précise les procédures à suivre lorsque les autorités compétentes peuvent mener une action d'office. Veuillez indiquer si les autorités compétentes au Cameroun sont habilitées à mener une action d'office et, dans l'affirmative, préciser les domaines de propriété intellectuelle soumis à une telle action.

L'Accord de Bangui révisé prévoit que c'est le titulaire du droit qui est habilité à déclencher la procédure. Toutefois il existe des mesures administratives qui permettent aux autorités (douane, police, gendarmerie, parquet, etc.) d'agir d'office.

K. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS – PROCÉDURES PÉNALES

30. Veuillez indiquer en détail comment la législation camerounaise assure la mise en œuvre de l'article 61 de l'Accord sur les ADPIC aux termes duquel les Membres prévoient des procédures pénales et des peines, incluant l'emprisonnement et/ou des amendes suffisantes pour être dissuasives, applicables au moins pour les actes délibérés de contrefaçon de marque de fabrique ou de commerce ou portant atteinte à un droit d'auteur, commis à une échelle commerciale. Veuillez citer les dispositions pertinentes de la loi et de la réglementation concernées.

L'article 64 de l'Annexe VII de l'Accord de Bangui révisé répond à cette question.

31. L'article 61 dispose également que, dans les cas appropriés, les sanctions possibles incluront la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises en cause et de tous matériaux et instruments ayant principalement servi à commettre le délit. Veuillez décrire les dispositions de la législation camerounaise qui prévoient de telles sanctions et indiquer les circonstances dans lesquelles ces sanctions seraient appliquées en citant les dispositions pertinentes de la loi ou réglementation concernée.

L'Accord de Bangui révisé dans certaines de ses annexes prévoit des mesures de protection à la frontière de toutes les autres formes des droits de propriété industrielle. Voir Annexe I, article 64; Annexe II, article 47; Annexe III, article 48; Annexe IV, article 31; Annexe VII, articles 61, 62 et 64; Annexe IX, articles 5 et 34; Annexe X, article 44.

32. L'article 61 dispose en outre que les Membres pourront prévoir des procédures pénales et des peines applicables aux actes commis délibérément portant atteinte à d'autres formes de propriété intellectuelle. Veuillez décrire toutes dispositions de la législation camerounaise qui prévoient ces procédures et sanctions en citant les dispositions pertinentes de la loi ou réglementation concernée.

Les sanctions relatives aux circonstances aggravantes sont prévues dans l'Accord de Bangui révisé pour répondre à cette question notamment l'article 59 de l'Annexe I, l'article 40 de l'Annexe III, l'article 26 de l'Annexe IV.

L. QUESTIONS STATISTIQUES

33. Veuillez fournir pour l'année 2000 des données statistiques sur les actions intentées au civil pour faire respecter le droit d'auteur ou les droits attachés à une marque, à une indication géographique, à un dessin ou modèle industriel, à un brevet, à un schéma de configuration de circuit intégré ou à un secret commercial, en précisant le nombre des affaires portées devant la justice, d'injonctions prononcées, de saisies effectuées sur des produits ou du matériel portant atteinte à ces droits, d'affaires réglées (y compris à l'amiable) et le montant des dommages-intérêts alloués.

La collection de la jurisprudence en ces matières est programmée et elle vous sera communiquée en temps opportun.

34. Veuillez fournir pour l'année 2000 des données statistiques sur les actions intentées au pénal pour des actes de piratage portant atteinte au droit d'auteur et pour des atteintes à des marques, y compris le nombre de descentes de police effectuées, de poursuites engagées, de condamnations prononcées et le montant des amendes et/ou des peines d'emprisonnement infligées (en précisant si les amendes ont été payées et si les peines de prison ont été effectivement purgées ou s'il y a été sursis) ainsi que tout autre renseignement établissant que le

système pénal décourage de façon efficace les actes de piratage portant atteinte au droit d'auteur et la contrefaçon de marques.

La collection de la jurisprudence en ces matières est programmée et elle vous sera communiquée en temps opportun.

V. RÉPONSE À LA QUESTION FORMULÉE PAR LE JAPON

DROIT D'AUTEUR ET DROITS CONNEXES

Prière de donner des explications sur les exceptions ou exemptions concernant le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée éventuellement prévues par la Loi sur le droit d'auteur et les droits voisins, comme l'autorisent les articles 3 et 4 de l'Accord sur les ADPIC.

La loi camerounaise n'a édicté aucune exception à la règle de traitement national ni à celle de traitement de la nation la plus favorisée.

VI. RÉPONSES AUX QUESTIONS FORMULÉES PAR LA SUISSE

A. BREVETS

1. Dans votre législation, des brevets sont-ils disponibles pour toutes les catégories de produits? En particulier, tous les produits pharmaceutiques sont-ils brevetables? Existe-t-il des exceptions? Dans l'affirmative, prière d'expliquer de façon détaillée quelles sont ces exceptions et de quelle manière elles sont conformes à l'article 27 de l'Accord sur les ADPIC.

Non. L'Accord de Bangui révisé exclut de la brevetabilité certains produits; voir l'article 6, Annexe I. En outre, l'Accord de Bangui ne prend pas en compte la brevetabilité des produits pharmaceutiques de manière spécifique. Toutefois, ce problème est à l'examen au niveau des instances nationales compétentes.

Question complémentaire

Veillez préciser si votre législation confère une protection par brevet aux produits pharmaceutiques. Veuillez fournir des renseignements complémentaires sur les études actuellement menées en la matière par vos autorités nationales compétentes.

Oui, notre législation confère une protection par brevets aux produits pharmaceutiques; les études continuent pour rendre notre législation conforme à l'esprit de la Déclaration de Doha.

2. Votre législation reconnaît-elle, conformément à l'article 27:1 lu conjointement avec l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC, que l'importation équivaut à "l'exploitation d'un brevet" (et exclut-elle, par conséquent, la concession de licences obligatoires, si le produit est importé)?

Oui, l'article 7.3 et l'article 46 a) de l'Annexe I de l'Accord de Bangui considèrent l'importation comme l'exploitation du brevet. Toutefois la loi prévoit des licences obligatoires si l'exploitation ne satisfait pas des conditions raisonnables de la demande du produit protégé, ou si le titulaire refuse d'accorder des licences à des conditions et modalités commerciales raisonnables; voir l'article 46, Annexe I.

3. Votre législation soumet-elle la concession de licences obligatoires à toutes les conditions énumérées à l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC? Veuillez mentionner les dispositions pertinentes de votre législation.

Les dispositions des articles 46 à 56 de l'Annexe I de l'Accord de Bangui révisé du 24 février 1999 répondent aux préoccupations soulevées par cette question.

4. Le principe du renversement de la charge de la preuve en cas de litige en matière de brevets de procédé est-il inscrit dans votre législation? Veuillez mentionner quelles sont les dispositions pertinentes de celle-ci.

L'article 66 de l'Annexe I de l'Accord de Bangui révisé donne effectivement la charge de la preuve au défendeur.

B. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

5. Veuillez expliquer de manière détaillée si votre législation garantit que les données non divulguées et confidentielles résultant d'essais ou d'autres données communiquées par le déposant à l'organisme public compétent dans le cadre de la procédure d'autorisation de mise sur le marché d'un produit pharmaceutique ou d'un produit chimique pour l'agriculture sont protégées contre la divulgation et l'exploitation déloyale dans le commerce par un concurrent, en interdisant, par exemple, à un second déposant d'invoquer ou de mentionner les données initiales du premier déposant lorsqu'il demande ultérieurement une autorisation de mise sur le marché pour son propre produit. Votre législation prévoit-elle des exceptions à cette disposition? Dans l'affirmative, dans quelles conditions ces exceptions seraient-elles applicables? Votre législation prévoit-elle une période déterminée de protection des renseignements non divulgués/des données résultant d'essais communiquées par le premier déposant?

L'article 6 de l'Annexe VIII de l'Accord de Bangui révisé prévoit la protection de l'information confidentielle. L'alinéa 4 b) de cet article prévoit des exceptions à la protection de l'information confidentielle. Aucune prescription n'est prévue dans cette loi.

Question complémentaire

En ce qui concerne la question de l'exploitation déloyale dans le commerce de données communiquées par un déposant à l'organisme public compétent dans le cadre de la procédure d'autorisation de mise sur le marché d'un produit pharmaceutique ou d'un produit chimique pour l'agriculture, veuillez expliquer plus précisément si votre législation interdit à un second déposant d'invoquer ou de mentionner les données originales du premier déposant lorsqu'il demande ultérieurement l'autorisation de mettre son produit (générique) sur le marché. L'organisme public compétent exige-t-il du second déposant le même nombre de données que du premier déposant?

Notre législation actuelle interdit à un second déposant d'invoquer ou de mentionner les données originales du premier déposant lorsqu'il demande ultérieurement l'autorisation de mettre son produit (générique) sur le marché. Voir article 6.4 a) et 4 b) de l'Annexe VIII de l'Accord de Bangui révisé. Mais compte tenu des implications éventuelles de cette disposition, la question fait également l'objet d'une étude pour la rendre conforme à l'esprit de Doha.
